**Dominique Belmont**

**Pour une Europe des projets**

Longtemps militant au **Mouvement Européen** (site Web), aujourd'hui âgé, je m'adresse ici d'abord à des jeunes de notre Mouvement, mais aussi éventuellement à d'autres lecteurs, en précisant que ce texte n'engage que moi, mais qu'il me semble cependant en accord avec les objectifs des pro-européens.

**Je vous rappelle d'abord notre argument fondamental : seules l'Union européenne et l'Inde (qui aura un milliard 700 millions d'habitants en 2050) pourront faire le poids demain face aux Etats-Unis et à la Chine.**

Certes la Russie est une grande puissance militaire. Mais avec ses 146 millions d'habitants vieillissants et son économie basée sur les énergies fossiles, elle est devenue en fait une puissance moyenne, tout autant que la France, que l'Allemagne et que l'Angleterre. En ce sens les russes doivent être amenés à comprendre qu'en cherchant à diviser l'Europe ils mènent une politique suicidaire face au géant chinois.

En fait tout semble indiquer que notre destin est scellé, que le sort du monde dépendra demain des deux superpuissances, les Etats-Unis et la Chine.

Pourtant tout reste possible pour vous et pour votre génération. Alors saurez-vous reprendre et promouvoir le grand projet porteur d'espérance de l'union des peuples d'Europe et du monde, tel qu'il a été initié par Robert Schuman, ministre des Affaires étrangères, le 9 mai 1950 ?

Car ce projet peut obtenir à nouveau le soutien de l'ensemble des européens. Il devra pour cela être fondé sur des coopérations étroites entre des Etats nationaux, en partant de constats indéniables dont voici la présentation.

La lutte contre le réchauffement climatique ne pourra être efficace qu'au niveau européen et mondial P 2

La relance de l'économie ne sera possible que dans le cadre de la zone euro P 3

Une nouvelle politique migratoire sera nécessaire au niveau européen P 6

L'Europe de la Défense devra être fondée sur des coopérations étroites entre les Défenses Nationales P 9

La révolution numérique doit être promue dans un cadre européen, en nous libérant

ainsi de la domination américaine et chinoise P 11

L'Union européenne doit devenir l'avant-garde d'une union mondiale fondée sur l'autonomie et sur la coopération de tous les peuples P 12

2

**La lutte contre le réchauffement climatique ne pourra être efficace qu'au niveau européen et mondial.**

A cet égard **le pacte vert européen** (site Web), proposé par la Commission européenne, est un projet ambitieux, fondé sur la réduction de 50 à 55% des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030, pour arriver à zéro carbone en 2050.

Pour **Jean-Marc Jancovici**  (site Web) cet objectif ne sera pas atteignable sans l'apport de l'énergie nucléaire. Ses arguments méritent d'être connus et discutés.

Car pour les membres de **l'association négaWatt** (site Web), l'objectif de 100% d'énergies renouvelables en 2050 pourra être atteint, mais à condition de l'associer étroitement à deux autres objectifs : une meilleure efficacité énergétique (isolation des bâtiments, meilleur rendement des voitures, etc) et un style de vie plus sobre (nourriture à tendance bio avec peu de viande rouge et surtout des produits locaux, déplacements limités en voiture, achat de biens vraiment indispensables, etc).

A ce sujet il faut souligner que 80% du maïs et du soja produits dans le monde servent aujourd'hui à la nourriture du bétail. C'est pourquoi, nous disent les agronomes, pour nourrir les 10 milliards de terriens prévus en 2050, il sera nécessaire de limiter l'élevage en libérant ainsi la production de céréales destinées à l'alimentation humaine.

De même pour les agronomes l'expérience prouve que l'agriculture bio, sans pesticides et aussi sans labours, peut avoir les mêmes rendements que l'agriculture actuelle.

En défintive pour les écologistes un style de vie plus sobre, indispensable au plan mondial, ne nous enfermera pas dans un monde triste et dans une morale répressive, mais pourra au contraire nous rendre plus heureux dans un monde plus sain.

Il reste que certains écologistes ont tendance à transformer leur juste cause en dogme religieux, en culte de Gaïa, la Terre-Mère.

Certes ce projet est appelé à mobiliser les jeunes du monde entier au service d'une même Terre-Patrie. Mais il doit aussi s'appuyer sur des données scientifiques, notamment celles établies par le **Giec** (site Web), et il doit donner lieu à des débats fondés sur des arguments rationnels, qu'il s'agisse de la question nucléaire ou du financement de la transition énergétique.

En fait, pour une majorité d'économistes, seule une taxe carbone élevée, fixée au niveau européen et si possible mondial, pourra rendre compétitives les énergies renouvelables, ce qui impliquera que cette taxe carbone soit instituée aux frontières de l'UE, et aussi que des mesures compensatoires soient prises pour les revenus modestes.

En tout cas il s'agit bien d'un objectif qui doit rester essentiel dans le contexte de la crise actuelle, et qui est bien expliqué par un article sur internet, **comprendre la taxe carbone en huit questions. Le Monde.**

3

**La relance de l'économie ne sera possible que dans le cadre de la zone euro.**

D'abord un rappel : **les 19 pays de la zone euro** (site Web) disposent d'une monnaie solide, mais qui implique la convergence des politiques budgétaires des pays membres.

Or non seulement cette convergence n'a pu être imposée aux pays de l'Europe du Sud, mais leurs dirigeants nationaux ont réussi à mettre sur le dos de "Bruxelles" des décisions impopulaires prises en fait par eux-mêmes. Car la nécessité de limiter les déficits budgétaires, imposée par la Commission européenne, aurait été bien plus contraignante dans un cadre national.

Les pays de l'Europe du Sud ont pu ainsi creuser leurs déficits à l'abri de l'euro. C'est d'ailleurs l'un des inconvénients majeurs de l'euro, ainsi victime de son succès.

Du coup l'endettement croissant de l'Italie, mais aussi de la France et de l'Espagne, risque d'agrandir le fossé entre l'Europe du Nord et celle du Sud, ce qui pourrait remettre en cause l'existence même de la zone euro.

Mais devant ce risque majeur les dirigeants européens ont su prendre une série d'initiatives remarquables marquant leur volonté d'une relance commune de leurs économies.

Il y a eu ainsi un premier plan de soutien le 9 avril 2020 de 540 milliards d'euros, puis, le 18 mai 2020, **l'initiative franco-allemande pour une relance européenne** (site Web), avec un plan novateur de 500 milliards d'euros fondé sur la mutualisation des dettes et sur l'aide aux pays les plus en difficulté : deux objectifs refusés jusqu'ici par les allemands. A cet égard, quel que soit l'avenir de ce projet, il représente un tournant positif pour l'Union européenne.

De son côté la BCE a mobilisé un plan de plus de mille milliards d'euros pour éviter des pénuries de liquidités, et elle émet massivement de la monnaie pour acheter les dettes des pays membres de la zone euro. En ce sens la mutualisation des dettes est assurée surtout par la BCE grâce à son achat permanent de titres publics.

On doit d'ailleurs souhaiter que ces plans de relance s'inscrivent aussi dans une forte augmentation du budget européen, qui représente 1% des budgets nationaux, tandis qu'aux Etats-Unis le budget fédéral représente 24% du PIB : 1% et 24%, tout y est dit sur la puissance des Etats-Unis et sur l'impuissance relative de l'Union européenne.

Il reste que la politique d'achat massif de dettes par la BCE a été remise en cause par la Cour consitutionnelle allemande qui lui demande, dans un jugement du 5 mai 2020, de justifier cette politique dans les trois mois. En fait ce jugement exprime l'exaspération des allemands devant l'incapacité des italiens et des français à maîtriser leurs finances publiques, et surtout la peur d'une inflation devenant inévitable à longue échéance si une telle politique de la BCE se poursuivait durablement.

Alors les italiens, les français, les espagnols, les portugais, les grecs, vont-ils se décider à assainir durablement leurs finances publiques ?

La question peut sembler aujourd'hui hors de propos, étant donné l'augmentation

4

massive des dettes souveraines de ces pays, la dette de la France devant passer de 100 à 120% de son PIB, celle de l'Italie de 135 à au moins 160% du PIB, et celle de l'Allemagne de 60 à 68% du PIB.

Pourtant il s'agit là, pour nous français, d'un objectif appelé à être reconnu comme essentiel, et cela autant par la droite libérale que par la gauche social-démocrate. Car les budgets de la France sont en déficit depuis 1975. Du coup nous avons emprunté chaque année des milliards d'euros sur les marchés financiers, et cela pour des frais de fonctionnement et non d'investissement, avec une charge de la dette qui représentait chaque année environ 40 milliards d'euros avant la crise actuelle.

A cela s'ajoute le fait que nous sommes les plus taxés en Europe, avec des recettes fiscales à 46% du PIB (40% en moyenne en Europe) et avec des dépenses publiques à 56% du PIB (moins de 50% en Europe, 44% en Allemagne).

Il s'agira donc pour la France de se situer dans la moyenne européenne, les exemples de la Suède et du Canada montrant que c'est possible sans remise en cause de la protection sociale et des services publics.

Mais cela impliquera des réformes en profondeur de l'Etat et des régimes sociaux, des réformes sans cesse ajournées depuis plus de trente ans.

En fait, contrairement à ce qui est souvent dit, ces réformes seront possibles si on montre clairement aux français qu'elles rendront l'Etat plus efficace et la protection sociale mieux assurée.

Surtout, ces réformes seront mobilisatrices si elles deviennent un appel à la liberté . Bien sûr les libertés de conscience et d'expression, la liberté de choisir et de contrôler les dirigeants, sont des libertés essentielles, mais la liberté d'entreprendre l'est aussi.

Certes la liberté engendre des inégalités qui doivent être corrigées pour que s'instaure le règne de la fraternité. En cela notre devise républicaine révèle sa profonde cohérence.

Cependant l'économie de marché, fondée sur la libre entreprise dans un marché libre et néanmoins régulé, a prouvé son efficacité face aux économies étatisées des régimes communistes, dont le bilan désastreux commence seulement à être établi par les historiens avec l'ouverture des archives de la Russie soviétique.

Or le constat est là : moins de 40% de français font confiance à l'économie de marché, alors que c'est le cas de plus de 60% partout dans le monde.

Pourtant, souligne **Jean Tirole** dans son livre *Economie du Bien Commun*, "le marché, s'il est suffisamment concurrentiel, augmente le pouvoir d'achat des ménages en réduisant les prix, en créant des incitations à la baisse des coûts de production, en stimulant l'innovation et en ouvrant les échanges au commerce international. De façon peut-être moins visible, il protège le citoyen des lobbies et du favoritisme, si présents dans les mécanismes plus centralisés d'allocation des ressources... Pour toutes ces raisons il joue un rôle central dans la vie économique".

5

Cela ne veut pas dire que les économistes ont une confiance illimitée dans l'efficacité des marchés. Cette vision, souligne Jean Tirole, "a au moins trente ans de retard, sinon plus". Son livre, dont chaque chapitre peut être lu séparément, traite notamment des nombreuses défaillances du marché qui doivent être corrigées.

Alors les français sauront-ils transformer leur Etat interventionniste en Etat stratège ? Sauront-ils libérer les entreprises du poids de la bureaucratie et d'une fiscalité devenue depuis longtemps la plus lourde en Europe, tout en définissant clairement quelques grands objectifs, comme par exemple la relocalisation au niveau européen d'industries stratégiques concernant notamment la santé ?

A ce sujet il sera nécessaire de repenser la politique de la concurrence, en la situant désormais au niveau mondial, et en permettant ainsi la création d'entreprises européennes de taille mondiale capables de rivaliser avec celles des Etats-Unis et de la Chine, notamment dans le domaine de la révolution numérique.

De même il sera également nécessaire de promouvoir la convergence des politiques fiscales des pays membres de la zone euro. Car on ne doit plus tolérer le dumping fiscal de certains pays, devenant attractifs pour les entreprises grâce à des taux très bas d'impôt sur les sociétés.

Mais ce sont aussi les fiscalités propres à chaque pays de la zone euro qui sont appelées à converger dans une même volonté de justice sociale. En effet, qu'ils soient libéraux ou socialistes, les économistes reconnaissent que les inégalités se sont trop creusées en Europe et aux Etats-Unis, comme l'a souligné notamment **Thomas Piketty,** dont on peut trouver sur internet un résumé et une critique de ses oeuvres.

Alors comment réduire les inégalités sans dissuader les entrepreneurs et les détenteurs de capitaux ? Question difficile et qui doit rester ouverte, comme celle d'un système bancaire dont le rôle est de concilier la prise de risque et la sécurité des épargnants.

Pour certains économistes cela impliquera une séparation entre les banques de détail et les banques d'investissement, décidée autrefois par le Président Roosevelt, d'où le nom du **collectif Roosevelt** (site Web), auteur d'un petit livre intéressant sur ce sujet, *Stop à la dérive des banques et de la finance.*

Il faut encore signaler en ce domaine la création de **l'union bancaire** (site Web) qui permet à la BCE de contrôler, et éventuellement de sanctionner les 130 plus grandes banques européennes. Si ce contrôle devient effectif, ce qui commence seulement à être le cas, l'union bancaire pourra jouer un rôle important, en garantissant les dépôts des petits épargnants.

Cependant ces politiques convergentes devront être promues et contrôlées par les représentants des peuples européens, et à cet égard le projet déjà décidé d'une **assemblée parlementaire franco-allemande** (site Web) est une bonne initiative.

6

Comprenant 50 députés français et 50 députés allemands, cette assemblée se réunira deux fois par an, et rien ne l'empêcherait d'élargir ses débats aux questions qui viennent d'être évoquées.

Plus généralement il sera nécessaire d'associer étroitement les parlements nationaux à la gestion de la zone euro. Des proeuropéens ont proposé d'aller en ce sens en créant une Commission transnationale des finances, réunissant les députés membres des Commissions des finances des parlements nationaux et du parlement européen. Les ministres des finances de l'eurogroupe et les dirigeants de la BCE auraient ainsi à rendre compte de leur action devant cette Commission.

Ce projet semble plus réaliste que celui d'une Assemblée parlementaire de la zone euro (site Web), qui a peu de chance d'être accepté dans le contexte actuel. En tout cas l'objectif essentiel sera bien de maintenir et de promouvoir une vraie démocratie représentative au niveau européen, comme cela est rappelé plus loin.

**Une nouvelle politique migratoire sera nécessaire au niveau européen**

Si la zone euro est menacée d'explosion, c'est toute l'Union européenne qui est aujourd'hui remise en cause par la question migratoire.

Car cette question semble avoir joué un rôle décisif dans le vote des anglais pour le Brexit, et elle explique la montée des partis xénophobes et nationalistes partout en Europe : des partis populaires et non pas populistes, ce terme méprisant ne pouvant qu'accentuer le fossé grandissant entre les peuples et leurs élites.

Car ces partis expriment l'inquiétude profonde des peuples européens, décidés à maintenir leurs cultures et leurs modes de vie face à une immigration qu'ils estiment incontrôlée.

Bien sûr cette inquiétude est exploitée par des démagogues, d'où la nécessité de proposer en ce domaine un projet cohérent alliant la solidarité et le réalisme, et fondé sur trois objectifs étroitement liés : une vraie coopération euro-africaine, un contrôle efficace des flux migratoires et une intégration effective des immigrés.

En fait il y a aujourd'hui un large consensus pour reconnaître que la question migratoire est liée au développement des économies africaines et du Moyen-Orient dans le cadre d'Etats de droit.

Seule la question de la coopération avec l'Afrique subsaharienne est abordée ici à partir de deux livres qui semblent une bonne introduction en ce domaine : ceux de **Stephen Smith** (*La ruée vers l'Europe. La jeune Afrique en route vers le vieux continent*), et de **Kako Nubukpo** (*L'urgence africaine Changeons notre modèle de croissance !*).

Les deux auteurs s'accordent pour reconnaître que l'Afrique subsaharienne va devoir faire face à une pression démographique sans précédent, et que ce ne sont pas les plus pauvres, mais ceux qui ont déjà un certain niveau de vie qui risquent de vouloir partir

7

de leurs pays au cours des prochaines décennies. Du coup pour Stephen Smith les flux migratoires africains risquent de se transformer en ruée vers l'Europe quand l'Afrique subsaharienne va émerger réellement.

Mais pour Kako Nubukpo, économiste africain qui fut ministre d'un gouvernement togolais, cette thèse est inutilement alarmiste. Car les subsahariens, les peuples vivant au sud du Sahara, qui représentent 1% de la population européene, pourraient en représenter tout au plus 2 à 3% selon certains démographes.

A cet égard Kako Nubukpo souligne à juste titre que l'aide au développement doit être fondée sur un devoir de solidarité et non sur la peur des migrants. Tel est bien l'objectif des ONG engagées dans la coopération, comme par exemple **Action contre la faim** ou **le CCFD-Terre Solidaire** (sites Web). Ces ONG soutiennent des projets proposés et mis en oeuvre par les africains eux-mêmes, en ayant le souci constant d'éviter le piège de l'assistanat.

A ce sujet le livre de Kako Nubukpo est significatif. Pour lui les dirigeants africains restent dans l'assistanat. Ils sont incapables de relever les défis actuels, car "ils ne rendent compte qu'à leurs maîtres occidentaux", et non à leurs populations. Mais, dit-il, sous la pression de sa jeunesse, "le moment viendra où l'Afrique produira elle-même ses dirigeants", en se libérant ainsi de la domination occidentale.

En effet Kako Nubukpo se livre, avec d'autres économistes, à une critique vigoureuse des politiques d'austérité imposées aux pays africains par le FMI et par la Banque Mondiale.

On peut cependant espérer que la crise actuelle décidera les pays prêteurs à organiser un moratoire ou une suppression de la dette africaine, une demande soutenue depuis longtemps par les ONG.

En tout cas les économistes s'accordent pour reconnaître que l'Afrique pourra assurer demain sa souveraineté alimentaire, car elle dispose des terres agricoles et de la main d'oeuvre nécessaires. Pour cela les africains devront donner la priorité au développement des petites exploitations familiales dans le cadre de marchés communs assurant la protection de leurs frontières contre les ventes à bas prix des surplus agricoles des pays occidentaux : protection qui devra aussi concerner l'impérialisme chinois, notamment l'achat massif de terres agricoles africaines par la Chine.

Les centaines de millions de petits paysans qui ne disposent en Afrique que de leur force de travail ne sont donc pas condamnés à l'exode vers d'immenses bidonvilles ou vers l'Europe. Ils auront à assumer l'autosuffisance alimentaire de chaque village, et aussi de chaque ville, notamment grâce au développement de l'horticulture urbaine.

Bien sûr une véritable coopération euro-africaine ne sera pas facile à mettre en oeuvre dans le contexte actuel. Déjà on disait autrefois : plutôt la Corrèze que le Zambèze, et

8

pour les européens, plongés dans une crise économique sans précédent, la tentation va être grande de chercher à oublier l'Afrique, jusqu'au moment où la pression migratoire aux frontières de l'Europe deviendra ingérable.

Surtout il faut souligner que l'émergence d'une classe moyenne africaine va ouvrir de vastes possibilités aux entreprises européennes. La coopération euro-africaine doit donc s'inscrire dans une démarche positive, incluant l'accueil des migrants.

Car ce qui compte c'est ce qu'on fait, et en France de nombreux bénévoles s'efforcent d'être fidèles à nos valeurs communes en aidant les migrants à mener une vie digne et à s'intégrer dans notre pays.

Or ces bénévoles, membres d'associations comme **France terre d'asile, la Cimade, le Secours Catholique-Caritas France** (sites Web), constatent chaque jour que l'accueil des migrants doit être fortement amélioré si nous voulons rester le pays des droits de l'homme.

C'est pourquoi ces associations demandent en priorité une offre accrue de logements et d'hébergements d'urgence pour l'ensemble des personnes à la rue. Elles demandent aussi la création d'un droit d'asile européen, fondé sur le droit au séjour et sur le droit au travail pendant la durée de la procèdure d'asile. Elles demandent également la création de titres de séjour stables, le droit pour tous à la protection santé, l'accès de tous à des formations linguistiques et professionnelles.

Cependant certaines de ces associations prônent aussi l'ouverture des frontières, en risquant ainsi de donner des arguments aux partis xénophobes. Car le contrôle effectif des flux migratoires doit être reconnu comme une nécessité, non seulement pour assurer la protection légitime des peuples européens, mais aussi pour mettre fin à la dérive mafieuse, aux réseaux de passeurs et aux naufrages des migrants en Méditerranée.

C'est pourquoi il sera nécessaire de renforcer fortement **l'agence Frontex** (site Web), appelée désormais agence européenne de gardes-frontières et de gardes-côtes. Car sa dotation en 2019 d'environ 300 millions d'euros reste très insuffisante. De plus son organisation reste surtout intergouvernementale et non communautaire, chaque Etat gardant le contrôle de ses frontières. Du coup, en dépit de quelques avancées, l'agence a comme auparavant un rôle de surveillance plutôt qu'un rôle opérationnel.

En fait l'organisation de centres d'accueil des migrants aux frontières de l'Europe pose des problèmes très difficiles. En effet sur quelles bases accepter ou refuser des migrants, et pour quels pays ? Comment maintenir l'espace Schengen de libre circulation avec des pays auxquels on ne pourra imposer des quotas de migrants ?

Ces questions et d'autres sont trop souvent devenues passionnelles. Elles devront être traitées sereinement, avec le souci constant de mettre en oeuvre des politiques migratoires à la fois efficaces et humanistes.

Alors les associations d'aide aux migrants vont-elles reconnaître la nécessité d'un

9

contrôle effectif des flux migratoires ? Et de leur côté les pouvoirs publics sauront-ils mener des politiques migratoires conformes aux droits de l'homme ? Nous en sommes loin aujourd'hui. Pourtant là va se jouer en partie notre destin et celui de l'Europe.

**L'Europe de la Défense devra être fondée sur une coopération étroite des Défenses Nationales.**

Avec la question migratoire, la question de la Défense risque de passer au second plan dans le contexte de la crise actuelle, ce qui serait là aussi une grave erreur.

En effet l'industrie française de Défense est l'un des rares secteurs dans lequel notre pays reste opérationnel, et elle peut avoir à l'avenir un rôle important si les européens se décident enfin à organiser une Défense autonome.

Pour mesurer que seule une Défense européenne pourra faire le poids, voici quelques chiffres, arrondis pour être mieux retenus : 700 milliards de dollars (budget militaire des Etats-Unis en 2018), 200 milliards de dollars (budget de la Chine, en fait beaucoup plus, car calculé sans les investissements), 58 milliards de dollars (budget de la France), mais aussi plus de 200 milliards de dollars (budgets cumulés de la France, de l'Angleterre, de l'Allemagne, de l'Italie et de l'Espagne).

Ces dépenses sont en elles-mêmes une folie, mais elles sont néanmoins nécessaires si les pays européens veulent assurer leur protection effective et jouer à nouveau un rôle de premier plan sur la scène internationale au service d'une paix juste.

Il ne s'agit d'ailleurs pas de prétendre fusionner ces budgets nationaux, et à cet égard il serait préférable de ne plus utiliser le terme "d'armée européenne" pour réfléchir au projet si nécessaire d'une véritable coopération des Défenses Nationales. Car une armée européenne impliquerait une unité de commandement, une fusion des armées nationales, et surtout un sentiment patriotique qui reste l'apanage des nations.

En ce sens la promotion dans les établissements scolaires d'une instruction civique permettant l'émergence d'une véritable citoyenneté européenne doit devenir un objectif essentiel. Car il existe effectivement une civilisation européenne que nous avons à connaître et à aimer, comme cela est rappelé dans un autre texte sur *les sources toujours actuelles de la civilisation européenne.*

Certes les européens ont d'abord à connaître et à aimer l'histoire et la culture de leurs pays, et là on se heurte à une difficulté majeure. Car l'organisation d'une Défense européenne est impossible sans l'Allemagne, mais également impossible avec elle, du moins tant que les allemands refuseront de participer à des forces d'intervention crédibles, un refus qui est l'héritage de leur passé nazi.

Bien entendu il ne s'agit pas d'escamoter ce passé, qui concerne désormais toute l'Europe. Car pour les européens Auschwitz est devenu un horizon indépassable, plus

10

encore que le Goulag.

Pourtant on ne peut pas non plus réduire l'histoire de l'Allemagne à celle des douze années du nazisme, ni celle de la France au désastre de 1940, qui a été sans précédent,

et qui continue à marquer profondément les français.

Car après les défaites d'Azincourt et de Waterloo la France avait su retrouver le rôle de premier plan qui fut le sien en Europe et dans le monde depuis le treizième siècle. Mais après 1940 les français ont dû constater que leur pays est devenu durablement une puissance moyenne, et cela en dépit de l'épopée gaulliste qui lui a rendu en partie sa grandeur et son honneur.

Du coup le projet européen est devenu pour les français celui d'une Europe puissance qu'ils ont été jusqu'ici les seuls à porter, mais que Trump rend enfin crédible en remettant en cause l'Alliance Atlantique.

Un tel projet pourrait prendre la forme d'un traité pour la défense et la sécurité de l'Europe qui serait signé en priorité par la France, l'Allemagne et l'Angleterre, comme l'a suggéré **la fondation Robert Schuman** (site Web) en octobre 2016, donc après le Brexit.

Car les armées française et anglaise, qui sont aujourd'hui les deux seules armées crédibles en Europe, coopèrent en fait depuis longtemps, et pour leurs dirigeants non seulement cette coopération ne sera pas remise en cause par le Brexit, mais elle est appelée à devenir le moteur d'une véritable Défense européenne.

En tout cas la coopération étroite des Défenses nationales devra d'abord permettre une lutte plus efficace contre le djiahdisme, devenu la menace majeure de notre époque. A ce sujet deux livres écrits par des islamologues, des spécialistes de l'islam, permettent déjà de mesurer la nature et l'ampleur de la menace djihadiste.

Celui **d'Adrien Candiard,** *Comprendre l'islam, ou plutôt pourquoi on n'y comprend rien,* contribue effectivement à mettre fin àux ignorances et aux préjugés qui règnent aujourd'hui concernant l'islam et sa dérive salafiste. Pour lui la vraie réponse à la radicalité des salafistes sera de leur opposer non pas un islam "modéré", mais "une radicalité plus profonde, plus authentique", celle d'une tradition musulmane fondée sur la rencontre de Dieu dans la prière personnelle et non dans des attentats terroristes.

Quant à **Gilles Kepel,** il cite dans l'un de ses livres, *Terreur dans l'hexagone*, l'appel du djihadiste Sari à la guerre civile en Europe et à la dislocation finale de l'Occident, prélude au triomphe mondial de l'islamisme : un appel qui permet de comprendre l'ampleur et la radicalité de la menace djihadiste.

Cependant les africains ne pourront faire face à cette menace tant qu'ils n'auront pas des Etats de droit soutenus par leurs populations et capables d'organiser des forces d'intervention crédibles, ce qui n'est toujours pas le cas à l'heure actuelle : d'où la nécessité de l'intervention française au Mali. Car cette intervention a évité et continue

11

d'éviter la formation d'un Etat islamiste au coeur de l'Afrique.

Néanmoins les africains devront assurer progressivement leur sécurité, le soutien de la France et d'autres pays européens devant devenir de plus en plus logistique (en matériel, en formation, en financement).

Mais ce soutien risque de rester limité tant que les français et que les autres européens ne consacreront pas 2% de leur PIB à leur Défense, un objectif officiel atteint nulle part, et dont la mise en oeuvre sera néanmoins nécessaire.

**La révolution numérique doit être promue dans un cadre européen, en nous libérant ainsi de la domination américaine et chinoise.**

Pour certains spécialistes il serait trop tard. Nous serions condamnés à subir le monopole des Gafam et de la Silicon Valley. Mais d'autres chercheurs en IA (intelligence artificielle) affirment le contraire. Car, disent-ils, nous avons en Europe les moyens humains et techniques qui nous permettront de nous affranchir de la domination américaine et désormais chinoise.

En tout cas, si nous voulons redevenir maîtres de notre destin, la priorté sera d'assumer la révolution de l'intelligence artificielle, dans une démarche de confiance vigilante.

Cette démarche a été esquissée dans un autre texte (*la conscience humaine et l'intelligence artificielle*) qui aborde la question appelée à devenir centrale au cours des prochaines décennies, à savoir : l'IA va-t-elle rester une machine bénéfique d'aide à la réflexion et à la décision, ou bien accepterons-nous qu'elle devienne le seul accès à la vérité, c'est-à-dire à la connaissance du réel ?

Cette question nous concerne tous. C'est pourquoi chaque citoyen est appelé à comprendre de quoi il s'agit quand on parle d'IA, et quels en sont les enjeux. Il s'agit donc seulement d'ouvrir dans cet autre texte des pistes de réflexion.

De même il s'agit seulement d'amorcer ici une brève réflexon sur le rôle grandissant de l'IA dans l'organisation du travail : un rôle qui implique de notre part, là encore, une attitude de confiance vigilante.

Certes l'IA va mettre fin aux tâches répétitives, tandis que de nombreux emplois dans l'industrie, les transports, etc, exigeront des formations prenant en compte le rôle croissant de l'IA.

Il reste que pour certains économistes l'IA permettra aussi de multiplier les emplois, comme ce fut toujours le cas dans le passé avec le progrès technique. Par exemple pour le géant chinois de la technologie Tencet il faudra dans les prochaines années des millions d'ingénieurs pour répondre aux besoins des entreprises.

En réalité nul ne peut savoir à l'heure actuelle quels seront les métiers de l'avenir. C'est pourquoi seule une bonne culture générale permettra aux jeunes d'acquérir les qualités qui leur seront nécessaires dans le monde de demain : l'ouverture d'esprit, la souplesse d'adaptation, la capacité de ne pas confondre la fin et les moyens, ou plus

12

simplement de résumer une question complexe en deux pages claires et bien écrites.

On peut leur assurer que les employeurs se bousculeront alors pour les embaucher.

C'est donc le paradoxe de la culture de ne servir à rien, et de préparer ainsi au monde de demain. C'est pourquoi aujourd'hui la question prioritaire est de faire en sorte que dans les établissements scolaires tous les élèves puissent acquérir une solide culture générale fondée autant sur les sciences que sur les lettres et les arts : question fondamentale qui n'est pas abordée dans ces textes, car elle demanderait un autre document.

**L'Union européenne doit devenir l'avant-garde d'une union mondiale fondée sur l'autonomie et sur la coopération de tous les peuples.**

Notons d'abord que les pères de l'Europe n'ont jmais voulu la disparition des nations. Ils ont au contraire tracé une voie originale qui reste souvent caricaturée ou ignorée, et qui n'est ni celle d'un fédéralisme à l'américaine (car la France et l'Allemagne ne sont pas le Texas et la Californie), ni celle d'une simple coopération intergouvernementale vouée à l'impuissance avec le vote à l'unanimité des 27 membres, mais plutôt celle d'une nouvelle forme d'union fondée sur l'exercice en commun des souverainetés nationales dans certains domaines limités.

Cet exercice en commun est celui de "la méthode communautaire", qui voit la Commission européenne proposer les lois et les exécuter une fois que ces lois ont été adoptées par le Conseil des ministres et par le Parlement européen.

On peut déjà noter que la Commission ne décide rien : elle propose et elle exécute. Les décisions sont donc prises démocratiquement à la fois par le Conseil des ministres représentant les Etats membres (par exemple les 27 ministres de l'agriculture, ou des Affaires étrangères, etc) et par le parlement européen représentant les peuples : un parlement qui dispose désormais d'un réel pouvoir de codécision.

Mais en fait le pouvoir de décision appartient aujourd'hui de plus en plus au Conseil européen réunissant les chefs d'Etat et de gouvernement. Il serait donc nécessaire de lui redonner son rôle initial d'orientation, en limitant ses réunions et aussi en demandant que ses travaux soient publics.

Quant à la Commission européenne, elle devrait être recentrée sur ses tâches essentielles et limitée si possible à une quinzaine de membres.

Enfin, comme cela a été dit précédemment, les parlements nationaux devraient être associés étroitement non seulement à la gestion de la zone euro, mais aussi à celle de l'Union à 27, selon des modalités à discuter.

Ces propositions paraîtront bien modestes pour certains proeuropéens. Mais dans le contexte actuel il semble prioritaire de promouvoir une Europe des projets susceptible d'être soutenue par l'ensemble des européens.

13

Ajoutons qu'une question essentielle devra aussi être clarifiée, celle des **frontières de l'union européenne (**site Web, frontières de l'UE, vie publique). Car seules des frontières stables et fermement contrôlées permettront à l'UE de se légitimer pleinement auprès des peuples.

En fait tous les pays européens ont vocation à entrer dans l'UE : Suisse, Norvège et Islande, mais aussi Serbie, Bosnie, Albanie, Macédoine du Nord, Kosovo et Monténégro.

Par contre jamais les russes n'accepteront l'entrée de l'Ukraine et de la Moldavie dans l'UE : ils imposeraient alors leur partition, déjà bien amorcée en Ukraine. C'est pourquoi il serait nécessaire de négocier avec les russes un statut de membre associé pour ces deux pays.

Quant à la Turquie, que l'on soit ou non pour son adhésion à l'UE, on doit reconnaître que la question n'est plus d'actualité, étant donné l'orientation de son régime, devenant de plus en plus autoritaire et islamisé. Il serait donc souhaitable de négocier aussi avec elle un statut de membre associé.

Bien entendu une UE élargie à 37 membres ne pourra être à ce niveau qu'une zone de libre-échange gérée par des Etats de droit, ce qui serait déjà un grand progrès, et ce qui devrait permettre de réintégrer l'Angleterre dans l'UE. Car l'Angleterre a toujours voulu que l'UE ne soit qu'une zone de libre-échange.

En tout cas le plus important pour la nouvelle génération sera de maintenir et de promouvoir une vraie démocratie représentative, aussi bien au plan national et européen que mondial, ce qui impliquera d'abord **la réforme du Conseil de Sécurité**  **de l'ONU** (site Web), une réforme aujourd'hui bloquée, car elle nécessiterait l'accord des cinq membres permanents (Etats-Unis, Russie, Chine, Royaume-Uni, France). Or ces pays ne sont pas près de partager leur droit de veto.

A l'heure actuelle l'Allemagne, l'Inde, le Japon et le Brésil demandent à devenir des membres permanents, une demande soutenue par la France. On propose souvent d'y ajouter un pays arabe et au moins un pays de l'Afrique subsaharienne.

Cette réforme nécessaire du Conseil de Sécurité devrait être liée à la création d'une **Assemblée parlementaire des Nations Unies, ou APNU** (site Web), un projet qui est déjà soutenu par 1600 parlementaires de 135 pays. Cette Assemblée, au rôle d'abord consultatif, pourrait se transformer ensuite en parlement mondial.

En tout cas ou bien l'union des peuples d'Europe et du monde s'incarnera dans des institutions fiables et durables, ou bien, ce qui est le plus probable, un nouvel ordre mondial s'imposera par la force.

Cependant rien n'est joué. Certes vouloir l'union pacifique des peuples d'Europe et du monde, c'est vouloir l'improbable. Mais, dans l'histoire de la vie comme dans celle de l'humanité, l'improbable survient souvent et devient pour nous un signe d'espérance.

N B Les références des livres cités dans ce texte se trouvent sur internet.